

Le revenu d'existence et les trois pseudo-marchandises : la nature, le travail et la monnaie

Jean-Marie Harribey

La tribune que j'ai publiée dans *Le Monde* du 20 octobre 2014, intitulée « Le revenu d'existence ou l'impensé du travail » a suscité une réponse de Jean-Éric Hyafil, membre fondateur du Mouvement français pour un revenu de base¹. Ses arguments sont intéressants à lire car ils confirment très bien les craintes que j'exprimais, à savoir que, derrière eux, on retrouve toutes les incohérences de la théorie économique la plus orthodoxe.

Le titre d'abord, en référence à Thomas Paine : « Le revenu universel, rémunération du bien commun ». Depuis quand une rémunération va à un bien ? Je comprends bien qu'il s'agit d'un raccourci. Mais il est révélateur d'une pensée inspirée par la physiocratie : la terre « porte des fruits ». Or, la rente est une part du fruit *du travail* effectué sur la terre. Une rente *monétaire* n'est pas « produite » par la terre.

L'argument est ensuite généralisé à la concentration des profits entre les mains des multinationales. Cette concentration est réelle, mais ce phénomène, très caractéristique de l'époque du capitalisme néolibéral, est la marque d'un renforcement de l'exploitation de la force de travail. En prendre une partie pour verser un revenu d'existence, tout en fermant les yeux sur la première conséquence de cette concentration, le chômage de masse, confirme hélas l'abandon de tout objectif d'emploi décent.

L'auteur reproduit le clivage binaire simpliste entre marché et État, alors que j'ai montré que la validation sociale comportait deux modes : celui effectué par le marché, et celui qui est d'ordre collectif, lui-même émanant de l'État, des collectivités locales ou du tissu associatif. Et on ne peut se passer de l'un ou l'autre de ces modes. Or, les partisans du revenu d'existence soutiennent que le revenu d'existence serait distribué sans cette condition, ce qui revient à nier l'existence sociale au profit d'un individualisme aussi extrême qu'impossible, chaque Robinson Crusoë, isolé, prenant ses décisions d'activité, indépendamment de tout environnement social. L'oxymore total. La reproduction de toutes les incohérences néo-classiques (voir le livre de Steve Keen, *L'imposture économique*, sur lequel je reviendrai bientôt), en particulier l'ignorance de la monnaie en tant qu'institution sociale exprimant la validation des activités productives, de quelque nature que ce soit.²

Le comble de la contradiction est atteint avec, d'un côté, l'affirmation qu'un tel revenu permettrait de rémunérer « l'initiative d'innovations et de projets créateurs de richesse » et de donner « l'autonomie nécessaire pour lancer telle entreprise qu'aucune banque n'accepte de financer, tel projet associatif que la municipalité refuse de subventionner », et, de l'autre, « dans ces projets émergent des formes de participation et de travail qui ne pourront jamais être rémunérées [...] Les échanges de connaissance et d'information sont pour l'essentiel gratuits, et l'on aurait tort de chercher à les valider tous par une rémunération car cela ne ferait que freiner leur circulation. »

Au total, il y a bien un impensé de la nature, du travail et de la monnaie, les trois pseudo-marchandises, impensé propre à la doctrine économique libérale et qu'avaient critiqué aussi bien Marx que Polanyi. J'en suis d'autant plus navré que je souhaite ardemment, politiquement, que chacun ait droit à un revenu. Mais il ne tombera pas du ciel.

¹ http://abonnes.lemonde.fr/emploi/article/2014/11/07/le-revenu-universel-remuneration-du-bien-commun_4520403_1698637.html?xtmc=revenu_universel&xtcr=2.

² La monnaie repose certes sur la confiance, mais pas seulement : elle est le vecteur de la validation sociale des activités. Sinon, on retombe dans une conception que j'ai appelée « hors-sol » dans ma discussion avec André Orléan (voir son dernier article dans *Le Monde Écho&entreprise* du 9 et 10 novembre 2011, « L'euro est une monnaie incomplète », et mon livre *La richesse, la valeur et l'inestimable*).